

POSTULAT URGENT

**des députés Edmond Perruchoud, UDC, Franz Ruppen, SVPO / Freie Wähler, et René Rouvinez (suppl.), UDC, concernant Lonza: agir sur les vraies causes (13.11.2012)
4.223**

Critères d'urgence

Actualité de l'événement: Le licenciement vient d'être annoncé, en tout état postérieurement à la dernière séance du Parlement de septembre 2012 et est sur le point d'être concrétisé.

Imprévisibilité: Le licenciement collectif était par nature imprévisible. Les résultats étant positifs, cette annonce est d'autant plus surprenante.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate: Les pouvoirs publics, dans la mesure de leurs moyens, sans s'immiscer dans l'économie privée, doivent agir car la sauvegarde de l'emploi procède d'un intérêt public.

La suppression de quelques 400 places de travail est une tragédie pour la région et pour de nombreuses familles qui voient leur existence douloureusement perturbée. Aussi, les groupes SVP et UDC entendent s'engager dans la recherche de solutions. A cet effet, ils demandent – pour bien cerner la problématique – au Conseil d'Etat d'identifier les vraies causes et non seulement les éventuels prétextes aux difficultés invoquées par la Direction de l'entreprise pour envisager des licenciements. Sans s'immiscer dans l'économie privée, l'Etat peut-il influencer sur ces causes pour pérenniser les postes de travail? Finalement, ils demandent au Conseil d'Etat d'exposer le contenu, avec les conditions, de la relation FMV/Lonza. Dans cette optique, les FMV, société contrôlée majoritairement par le canton peuvent-elles influencer la marche de Lonza afin de maintenir les emplois?

Conclusion:

L'Etat peut-il agir sur les causes réelles?

Le Conseil d'Etat est prié d'exposer la relation FMV/Lonza?

Les FMV, société contrôlée majoritairement par le canton, peuvent-elles jouer un rôle déterminant?

Sion, le 13 novembre 2012
(09h47)

Edmond Perruchoud, député, UDC
Franz Ruppen, député, SVPO / Freie Wähler
René Rouvinez, député (suppl.), UDC